

LA RESPONSABILITÉ DU GARDIEN

Introduction

La responsabilité du gardien est la situation dans laquelle un individu engage sa propre responsabilité délictuelle à la suite d'un préjudice qu'il aurait causé à autrui par le biais de ce qu'il a sous sa garde. On parle également de **responsabilité du fait des choses**. Ce type de responsabilité est régi par les articles 1385 (responsabilité du fait des animaux), 1386 (responsabilité du fait des bâtiments) et surtout à l'article 1384-1 du Code civil qui dispose que : « *On est responsable non seulement du dommage que l'on cause par son propre fait, mais encore de celui qui est causé par le fait des personnes dont on doit répondre, ou des choses que l'on a sous sa garde* ».

L'article 1384 fut à l'origine rédigé comme un article de transition entre celui concernant la responsabilité quasi-délictuelle (art. 1383) et les articles portant sur des régimes spéciaux de responsabilité. La jurisprudence, dès la fin du XIXe siècle, interpréta pourtant cet article comme une règle à part entière, introduisant ainsi le principe général de responsabilité du fait des choses. Ce principe n'a cessé de se développer au fil de la jurisprudence, mais s'est parfois révélé inefficace dans certaines circonstances. Ainsi, depuis les années 1980, plusieurs textes d'origine nationale ou communautaires ont précisé les conditions d'application de ce principe pour des cas spécifiques.

Il est donc intéressant d'examiner de quelle façon s'est construit ce principe de responsabilité du fait des choses, qui est devenu une partie significative du droit de la responsabilité à l'heure actuelle (en raison de la multiplication des machines et choses sous la responsabilité d'un gardien) : **on passe progressivement d'une interprétation a minima de cet article à l'indemnisation presque systématique de la victime**. Ce principe reste toujours d'actualité dans la doctrine.

Nous examinerons donc dans un premier temps de quelle façon s'est progressivement défini le principe général de responsabilité de la chose, la jurisprudence en précisant les conditions de mise en œuvre du principe (I), avant de s'intéresser aux décisions prises pour améliorer la lisibilité de ce principe et son application (II).

I) <u>La définition du principe de responsabilité du fait des choses par la jurisprudence</u>
--

1) La reconnaissance progressive du principe de responsabilité du gardien

a) L'arrêt Teffaine

Ce n'est qu'à la fin du XIXe siècle qu'apparaît l'idée du principe de responsabilité du gardien. Jusqu'en 1896, l'article 1384 ne faisait l'objet d'aucune application propre. Il **fut cependant évoqué pour la première fois en droit du travail, pour combler l'absence de législation protégeant les employés**. L'arrêt Teffaine du 16 juin 1896 déclara responsable le propriétaire d'une remorque dont la chaudière avait explosé, tuant un ouvrier, bien qu'il n'y ait aucune preuve de sa faute. L'arrêt instaure donc **la présomption de faute du gardien de la chose** (importance de la charge de la preuve).

b) L'arrêt Jand'heur

Dans cet **arrêt du 13 février 1920 concernant un accident de voiture**, la Cour de Cassation pose la **présomption de responsabilité du gardien de la chose**. Celui-ci ne peut se dégager de sa responsabilité en démontrant une absence de faute, il doit pouvoir invoquer un cas de force majeure ou l'intervention d'un tiers. De plus la **responsabilité est rattachée à la garde de la chose**, et non à la chose elle-même. **La responsabilité du gardien devient donc une responsabilité de plein droit**.

2) La détermination du principe : précisions de la jurisprudence

a) Les conditions de mise en œuvre du principe

Plusieurs conditions doivent être réunies pour mettre en œuvre ce principe :

- **La chose**

Elle peut être très diverse : mobilière ou immobilière, dangereuse ou non (la jurisprudence ne fait plus de distinction depuis l'arrêt Jand'heur et considère qu'une chose est dangereuse dès qu'elle cause dommage¹), matérielle ou non. Les choses de bien public (eau, air, électricité) ne peuvent faire l'objet d'une responsabilité. Sont exclues certaines choses qui font l'objet d'un régime particulier : les animaux (régime de responsabilité pour faute art 1385) et les ruines (subordonné à la preuve d'un défaut d'entretien, d'un vice de construction).

- **Le fait de la chose**

La chose doit avoir eu un rôle actif dans la réalisation du dommage (lien de causalité). On dit qu'elle est l'instrument du dommage. La victime doit être en mesure de prouver ce rôle actif. Ainsi une chose inerte ne peut être un instrument, sauf si elle occupait une position anormale². Une chose en mouvement qui entre en contact avec la victime est active, tandis que s'il n'y a pas de contact, c'est à la victime de prouver le rôle actif (il n'y a pas de présomption). S'il n'y a eu qu'un rôle passif de la chose, l'article 1384 ne peut pas être mis en œuvre et il faut recourir à la responsabilité du fait personnel.

- **La garde de la chose**

Il s'agit de la condition essentielle de ce système de responsabilité. **Le gardien de la chose est vu comme la seule personne capable d'empêcher le dommage et qui doit donc assumer la responsabilité des risques** qu'il a fait prendre à autrui. L'arrêt Franck³ définit la **garde comme l'usage, la direction et le contrôle de la chose. Cette notion est objective** : un dément ou un enfant privé de discernement⁴ peuvent être considérés comme gardien de la chose.

Plusieurs conditions doivent être examinées pour déterminer la garde d'une chose :

- Préposition de la garde : le propriétaire est toujours présumé être le gardien de la chose. Lorsque la détermination du propriétaire est impossible, cette présomption de garde pèse sur l'utilisateur de la chose.
- Le transfert de la garde doit être établi : il suffit de démontrer qu'une personne, autre que le propriétaire, s'est emparé du pouvoir sur la chose. Ce transfert peut être établi par un contrat (contrat de prêt par exemple).
- Principe d'unicité de la garde : une seule personne à la fois peut être considérée comme gardien. Mais la jurisprudence a plusieurs fois tempéré ce principe en distinguant :
 - L'exercice de la garde collective où chacune des personnes, gardiens collectifs, pourra être tenu responsable du dommage.
 - La garde de la structure et la garde du comportement : on distingue l'utilisateur du fabricant ou propriétaire de la chose (arrêt Oxygène liquide du 5 janvier 1956) pour les matières instable.

b) Les conditions d'exonération du principe

Le gardien est déclaré responsable de plein droit (présomption de responsabilité sans faute caractérisée), dès que les conditions d'application de l'article 1384 énoncées précédemment sont réunies. Il existe cependant quelques conditions d'exonération de responsabilité, qui peuvent remettre en cause le lien de causalité entre la chose et le dommage.

¹ Mais la causalité entre la chose dangereuse et le dommage est en général établie plus facilement

² Civ. 2^e, 24 février 2005

³ Cass. Ch. Réunies, 2 décembre 1941

⁴ La responsabilité du dément a été admise par l'arrêt Trichard du 18 décembre 1964. Par un autre arrêt du 9 mai 1984, la jurisprudence étend cette possibilité de garde de la chose à un enfant

- **Le cas de force majeure** : Si l'événement est extérieur, imprévisible et irrésistible et a causé le dommage dans sa totalité.
- **Le fait du tiers** : doit présenter les caractéristiques d'un cas de force majeure. Le partage de la responsabilité dépendra de la gravité de la faute commise par le tiers.
- **Le comportement de la victime** : depuis 1987, si la faute de la victime a contribué au dommage, le gardien peut être partiellement exonéré.

On perçoit ici la construction progressive de ce principe grâce à l'interprétation de l'article 1384 par la jurisprudence. Le rôle de la victime dans la réalisation du dommage pose toujours un problème de définition. Aussi, à partir de la fin des années 1980, la jurisprudence a précisé les conditions d'application de ce principe, notamment sous l'influence de la législation communautaire, jusqu'à l'apparition récente d'une responsabilité contractuelle du fait des choses (qui reste encore toujours discuté par la doctrine).

II) Les évolutions récentes du principe de responsabilité du gardien

1) Les difficultés et les errances de la jurisprudence dans la définition du principe de responsabilité du fait des choses

a) Les accidents de la circulation

La jurisprudence a longtemps tâtonné dans l'application du régime de la responsabilité du fait des choses. Ceci est très visible dans le règlement des contentieux liés aux accidents de circulation, de plus en plus nombreux. Le conducteur pouvait être exonéré de sa responsabilité s'il rapportait la preuve d'une force majeure, ce qui posait un problème de définition pour la jurisprudence. L'appréciation de la faute de la victime était également controversée. La doctrine se montre critique vis-à-vis de ces décisions et développe l'idée que seule une faute inexcusable de la victime (c'est-à-dire un comportement répréhensible et délibérément choisi) peut exonérer partiellement le conducteur. Il est logique en effet que le responsable soit le conducteur, toujours assuré. Après l'arrêt Desmares⁵, qui précise que seule une faute complète de la victime peut exonérer le gardien, est édictée la **loi Badinter du 5 juillet 1982 qui met en place un régime spécial de responsabilité et pose le principe d'indemnisation des victimes d'accidents de la circulation**. Le principe est que tout propriétaire de véhicule impliqué est tenu d'indemniser les victimes. Pour les dommages matériels, la faute de la victime peut être prise en considération, mais pour les dommages corporels ou les préjudices moraux, seule la faute inexcusable, quasi intentionnelle, de la victime peut exonérer le gardien du véhicule. Ainsi, même une victime fautive sera pleinement indemnisée, sauf en cas de preuve de force majeure.

On assiste donc à **l'extension du droit de la responsabilité qui semble privilégier l'indemnisation**, puisque l'assureur du véhicule doit proposer une indemnisation à la victime dans les 8 mois qui suivent l'accident.

b) La responsabilité du fait des produits défectueux : un autre exemple de régime spécial de responsabilité

La transposition d'une directive communautaire de 1985 par la loi du 19 mai 1998, qui introduit les articles 1386-1 à 1386-18, fournit un autre exemple de l'évolution de la jurisprudence en matière de responsabilité du gardien. Cette loi prévoit la **responsabilité de plein droit du producteur de produits défectueux dès lors que le produit est mis en circulation**. Il ne peut s'exonérer qu'en démontrant qu'à la date de mise en circulation, les connaissances scientifiques et techniques ne permettaient pas de déceler

⁵ arrêt de la deuxième chambre civile de la Cour de Cassation du 21 juillet 1982

l'existence du défaut. C'est **une responsabilité sans faute fondée sur le risque, c'est-à-dire une responsabilité de plein droit du producteur, qui peut être atténuée si il y a preuve de la faute de la victime.**

L'application spécifique de l'article 1384 pour les produits défectueux souligne la même tendance à l'indemnisation systématique de la victime, avec des causes d'exonération plus strictes pour le gardien.

2) Les dernières évolutions de la doctrine et de la jurisprudence en matière de responsabilité du gardien

La notion de responsabilité du fait des choses reste en constante évolution.

Dans son rapport de 2005, la Cour de Cassation soulignait l'intérêt d'abroger le 2^e alinéa de l'article 1384 et l'article 1386, portant sur les biens immobiliers, pour réduire la portée de la notion de responsabilité du fait des choses, et simplifier le droit de la responsabilité. L'article 1386 se révèle en effet inutile au regard de l'évolution de l'interprétation de l'article 1384.

De la même façon, une **partie de la doctrine s'interroge sur l'existence d'une responsabilité contractuelle du fait des choses**. Il serait ainsi possible de voir dans le principe d'action en garantie des vices cachés de la chose⁶, un moyen indirect de renforcer la responsabilité contractuelle pour les dommages causés par le fait des choses que le responsable a livré en exécution du contrat.

Le principe de responsabilité du fait des choses a été progressivement construit par la jurisprudence tout au long du XX^e siècle, afin de déterminer précisément les conditions de sa mise en. Les conditions d'exonération de responsabilité du gardien de la chose posent plus de problème à la jurisprudence, qui peine à en trouver une interprétation systématique. La législation en matière d'accidents de la circulation ou des produits défectueux témoignent de ces difficultés et des efforts faits par le législateur pour trouver une solution générale. Ce principe de responsabilité reste néanmoins centrale dans la doctrine actuelle et fait l'objet de l'attention des grandes juridictions.

Bibliographie

Vocabulaire juridique, Gérard Cornu, Puf, Quadrige

Cours de droit civil, Tome IV, Vol I, Responsabilité délictuelle, Philippe Malaurie et Laurant Aynès, Editions Cujas, 2001

« *L'incompatibilité entre les qualités de gardien et de préposé* », Marie-Annick Peano, Recueil Dalloz Sirey, n°8, 21 février 1991

La responsabilité civile, Philippe Le Tourneau, Que-sais-je ?, Puf, 2003

« *La spécificité de la responsabilité contractuelle du fait des choses* », Fabrice Leduc, Recueil Dalloz Sirey, n°19, mai 1996

⁶ Dans le cadre d'une vente, le vendeur est débiteur, contre paiement, de son acquéreur d'une obligation de délivrer l'objet du contrat à la fois en conformité avec la volonté des parties tout en restant tenu à l'égard de l'acheteur " de la garantie à raison des défauts cachés de la chose vendue qui la rendent impropre à l'usage auquel on la destine, ou qui en diminuent tellement cet usage, que l'acheteur ne l'aurait pas acquise, ou n'en aurait donné qu'un moindre prix, s'il les avait connus"(Art. 1641 du Code civil)